



Grands-parents  
pour le climat



Communiqué de presse

## **Politique climatique : Après les bonnes intentions, place à l'action en Suisse !**

Le tournant énergétique est en route ! Le 21 mai 2017, les Suisses romands ont plébiscité la stratégie énergétique 2050. Les parlementaires romands à Berne auront un rôle crucial à jouer pour répondre à cet enthousiasme qui a dépassé tous les clivages politiques.

Le 1<sup>er</sup> décembre 2017, le Conseil fédéral a rendu sa version de la révision de la loi sur le CO<sub>2</sub>, principal outil de la politique climatique suisse. Cette version n'est pas suffisante pour respecter les accords internationaux que la Suisse s'est engagée à tenir, qui est un enjeu vital pour l'avenir de notre planète.

Le Comité Climat Romandie, qui rassemble plusieurs associations romandes actives sur les questions climatiques, appelle donc tous les citoyens et les citoyennes, ainsi que les milieux économiques, à rappeler à leurs représentants à Berne l'extrême urgence d'obtenir une loi CO<sub>2</sub> à la mesure de nos engagements internationaux. Il faut dès aujourd'hui que la Suisse se dote un cadre clair qui permette notamment aux entreprises de savoir où et comment investir pour rester compétitives et s'adapter face à la concurrence internationale et aux défis de la transition énergétique.

### **De belles et nobles ambitions... mais peu d'action**

La Suisse a fait figure d'élève modèle aux négociations internationales : elle a ainsi adhéré à la « Coalition de haute ambition », avec l'objectif de limiter le réchauffement à 1.5°C et s'est fixée en cohérence un objectif de diminution des gaz à effet de serre de -50% d'ici 2030 (par rapport à 1990).

Les Suisses et Suissesses étaient donc en droit d'attendre une révision de la Loi sur le CO<sub>2</sub> cohérente avec ses engagements pour la période 2020-2030.

Or, si le texte publié aujourd'hui présente quelques avancées, il est nettement insuffisant pour l'essentiel et ne répond pas aux obligations internationales.

### **Propositions pour un texte plus favorable à la transition énergétique en Suisse**

Dans le projet actuel, la Suisse consacrera plus des 2/3 de l'effort de réduction de ses émissions au subventionnement de projets à l'étranger, synonyme de bureaucratie accrue et sans certitude de résultat. Exemple d'aberration : il sera possible de compenser l'achat de carburants à l'étranger... par des achats de certificats d'émission à l'étranger ! La Suisse est deux fois perdante, en payant plus cher le carburant et en finançant des projets à l'étranger pour compenser ses émissions. *Le Comité Romandie Climat demande que la Suisse consacre l'essentiel de ses efforts à la transition énergétique sur son territoire.*

Dans le domaine des bâtiments (26% des émissions en 2015), la loi relève le plafond de la taxe sur les combustibles, ce qui va dans le bon sens. La révision proposée s'arrête pourtant à mi-chemin sur la voie de la transition dans les bâtiments : aucune date n'est fixée pour la fin de l'installation des chauffages au gaz et fioul. Le texte fixe à 2025 la fin des subventions aux rénovations des bâtiments, qui était pourtant un acquis de la loi sur l'énergie plébiscitée cette année. *Le Comité exige une vraie*

*politique de soutien à la rénovation énergétique et aux énergies renouvelables dans les logements et bureaux, en cohérence avec la décision du Peuple le 21 mai dernier. La Confédération doit aussi donner aux cantons des moyens suffisants.*

Dans le domaine des transports (32% des émissions), aucune mesure véritablement nouvelle n'est proposée alors que ce secteur voit ses émissions fortement augmenter. Le transport aérien, avec une croissance de 4% par an de ses émissions, bénéficie toujours d'un kérosène détaxé ! *Le Comité Climat Romandie demande que soient fixées des limites d'émissions pour les camions, que des mesures augmentent le transfert modal vers le transport public et que soit instaurée une taxe sur le transport aérien.*

### **Il est urgent de se mobiliser pour le climat... pour l'intérêt des entreprises et des habitants de la Romandie**

Soutenir les solutions du passé comme le mazout ou les gaz de schistes est une impasse : doit-on rappeler la faillite de Kodak, qui s'est obstinée dans une solution du passé alors que la photo numérique était déjà bien présente ?

L'avenir est pourtant là : les entreprises romandes et les pôles d'excellence UNIL - HES-SO - EPFL disposent de vrais atouts. La transition énergétique apportera également de l'emploi dans de nombreux secteurs : rénovation des bâtiments, transports publics, production d'énergie renouvelable, agriculture durable, etc.

La votation du 21 mai dernier a aussi montré que la population romande était largement consciente des avantages de la transition énergétique. Rappelons aussi que la taxe carbone permettra de redistribuer une partie de l'argent pour l'assurance maladie, ce qui profitera à tout le monde.

**Les représentants de la Romandie à Berne doivent prendre en compte la voix des Romands qui se sont largement exprimés le 21 mai, en améliorant substantiellement cette loi sur le CO<sub>2</sub>, dans l'intérêt du climat et de la Suisse.**

A Crans-près-Céligny (VD), le 1<sup>er</sup> décembre 2017.

**Comité Climat Romandie** (Association Climat Genève, Grands-parents pour le climat, Noé21, Swiss Youth for Climate, WWF-Genève,...)

Contacts pour les questions :

- Yvonne Winteler, Présidente de [l'Association Climat Genève](#), tel. 079 793 83 07
- Jean-Pascal Gillig, [WWF](#), tel. 076 378 67 38
- Pierre-Antoine Legrand, [Swiss Youth for Climate](#), tel. 078 705 662

### NOUS CONNAITRE

Le **Comité Climat Romandie** est un nouveau groupe de travail politiquement neutre, rassemblant toutes les générations de Romands pour agir sur le changement climatique. Elle défend une Romandie active sur le changement climatique à tous les niveaux : politique, économique et citoyen.

Elle collabore avec l'Alliance climatique suisse.

Le 9 octobre 2017, le Comité Climat Romandie a organisé une conférence-cinéma autour du dernier film de Al Gore *Une suite qui dérange : le temps de l'action*, qui a attiré 130 personnes à Genève.

Les associations composant le Comité se sont impliquées dans la mobilisation autour de la COP 21 en 2015, la votation Stratégie Énergétique 2050 en 2017, etc.